



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Circulaire n°4593 du 07/10/2013
Renouvellement du Conseil de Participation dans l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles
Janvier 2014

Cette circulaire remplace la circulaire n°2895 du 01/10/2009 et la circulaire n°2924 du 22/10/2009

Réseaux et niveaux concernés

- Fédération Wallonie- Bruxelles
- Libre subventionné
- libre confessionnel
 - libre non confessionnel)
- Officiel subventionné
- Niveaux :
FOND (Mat/Prim/Ord/Spéc)
SEC(PE/Ord/Spéc)

Type de circulaire

- Circulaire administrative
- Circulaire informative

Période de validité

- A partir du 01/01/2014

Documents à renvoyer

- Oui
- Date limite : 31/01/2014
- Voir dates figurant dans la circulaire

Mot-clé :

Conseil - Participation –
Renouvellement 2014 –
Établissements de l'enseignement
organisé par la Fédération-Wallonie-
Bruxelles

Destinataires de la circulaire

- Aux Préfètes et Préfets des Etudes, Directrices et Directeurs des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles

Pour information :

- A la FAPEO

Signataire

Administration : Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique
Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles
Monsieur Didier LETURCQ, Directeur général adjoint

Personnes de contact

Service des Relations avec les Etablissements (Responsable : Pierre ERCOLINI)

Nom et prénom	Téléphone	Email
VANELLEPUTTE Christel	02/690.81.64	christel.vanhelleputte@cfwb.be

Madame la Préfète des Etudes,
Madame la Directrice,
Monsieur le Préfet des Etudes,
Monsieur le Directeur,

En janvier 2014, un nouveau Conseil de Participation devra avoir été mis en place dans votre établissement.

Je suis convaincu des potentialités énormes du Conseil de Participation, en ce qu'il permet le dialogue et le débat entre les différentes composantes de la communauté éducative, qu'il favorise la participation de chacun et qu'il renforce la démocratie dans l'école. Ensemble, les acteurs représentés au Conseil de Participation peuvent apporter des réponses originales et nouvelles aux questions qui se posent à l'école.

Vous trouverez ci-après un rappel des dispositions prévues par le Décret « Missions » relatives à la composition et aux modalités de fonctionnement du Conseil de Participation. Les différentes étapes de la mise en place du Conseil de Participation y sont détaillées.

Je vous invite, dès à présent à lancer les appels à candidatures puis à organiser les élections qui permettront au personnel d'éducation, aux parents, aux élèves ainsi qu'au personnel ouvrier et administratif de se voir représenter démocratiquement au Conseil de Participation (voir infra point 3.2).

Dans un deuxième temps, il vous reviendra de lancer les appels à propositions préalables à la cooptation des nouveaux représentants de l'environnement social, culturel et économique de l'établissement (voir infra point 3.3).

Je vous invite à me faire parvenir, dans le courant du mois de janvier 2014, le formulaire de composition annexé à la présente.

Je vous remercie de votre collaboration.

Le Directeur général adjoint,

Didier LETURCQ.

Objet : Les Conseils de participation dans l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé - Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Renouvellement de janvier 2014.

1. Un Conseil de participation par établissement

Chaque établissement doit mettre en place un Conseil de Participation.

Lorsqu'un internat est annexé à une école, ou lorsqu'une école fondamentale est annexée à une école secondaire, l'"établissement" regroupe les différentes composantes soumises à l'autorité du seul chef d'établissement.

2. La composition du Conseil de participation

Le Conseil de participation comprend des membres de droit, des membres élus et des membres représentant l'environnement social, culturel et économique de l'établissement. A ces catégories peuvent s'ajouter des membres cooptés avec voix consultative. Il est présidé par le chef d'établissement.

2.1. Les membres de droit

Les membres de droit du Conseil de participation y représentent la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ils sont désignés par le chef d'établissement parmi les membres du personnel, en fonction de règles qui seront précisées au point 3.1.

2.2. Les membres élus

Les membres élus comprennent :

- Les représentants du personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical (dans la suite du texte appelés "représentants du personnel d'éducation");
- Les représentants des parents ou des personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire (dans la suite du texte appelés "représentants des parents");
- Les représentants des élèves, sauf dans l'enseignement fondamental¹ ;
- Un représentant du personnel ouvrier et administratif.

¹ le paragraphe 3.2 prévoit cependant la possibilité d'une représentation des élèves de l'enseignement fondamental.

2.3. Les membres représentant l'environnement de l'établissement

Des représentants de l'environnement de l'établissement sont cooptés par les membres de droit et les membres élus du Conseil de participation selon une procédure définie au point 3.3.

Ces membres doivent réellement représenter l'ouverture de l'établissement au monde extérieur. A l'exception des membres des centres psycho-médico-sociaux, il n'est pas judicieux de faire appel aux membres du personnel d'autres établissements d'enseignement.

2.4. D'éventuels membres cooptés avec voix consultative

Le Conseil de participation peut coopter des membres avec voix consultative. Cette opportunité peut être exploitée de façon à assurer la présence au sein du Conseil de certaines catégories qui pourraient sinon en être absentes ou y être sous-représentées.

2.5. Le nombre de personnes appartenant à chacune des catégories

Le nombre de représentants du personnel d'éducation, des parents et des élèves doit être identique. Ce nombre de représentants pour chacune des catégories est fixé par le chef d'établissement. Il ne peut être inférieur à 3 ni supérieur à 6.

Le nombre de membres de droit (délégués de la Communauté française) doit être au moins égal à trois et inférieur ou égal au nombre (par catégorie) de représentants du personnel d'éducation, des parents et des élèves.

Sauf cas exceptionnel, qui serait soumis à l'autorisation du ministre, le nombre de membres représentant l'environnement social, culturel et économique de l'établissement ne peut être inférieur à trois. Il doit être inférieur ou égal au nombre (par catégorie) de représentants du personnel d'éducation, des parents et des élèves.

Le tableau ci-dessous vise à faciliter la détermination des nombres de représentants des différentes catégories en fonction des choix opérés.

Correspondance entre le nombre de représentants du personnel d'éducation, des élèves et des parents (par catégorie), le nombre de membres de droit et le nombre de représentants de l'environnement de l'établissement				
Nombre de représentants du personnel d'éducation, des élèves et des parents (par catégorie)	3	4	5	6
Nombre de membres de droit	3	3 ou 4	3 à 5	3 à 6
Nombre de représentants de l'environnement	3	3 ou 4	3 à 5	3 à 6

S'il existe au moins un membre du personnel ouvrier et administratif à mi-temps, un représentant de cette catégorie s'ajoute aux membres évoqués ci-dessus.

Le nombre de membres cooptés avec voix consultative doit être inférieur ou égal à celui des représentants du personnel d'éducation, des parents et des élèves (par catégorie).

3. Modes de désignation des membres du Conseil de participation

3.1. Les membres de droit

Les membres de droit du Conseil de participation sont désignés dans l'ordre suivant jusqu'à concurrence du nombre à atteindre (voir point 2.5) :

1. le chef d'établissement ;
2. le directeur de l'école fondamentale annexée ou, s'il échet, le directeur d'une des écoles fondamentales annexées, désigné par le chef d'établissement ;
3. l'administrateur de l'internat annexé ;
4. le chef de travaux d'atelier ;
5. le proviseur ou sous-directeur ou le proviseur ou sous-directeur chargé principalement du 1^e degré ou, s'il échet, l'un d'eux, désigné par le chef d'établissement ;
6. là où il n'y a pas de chef de travaux d'atelier, le chef d'atelier ou, s'il échet, un des chefs d'atelier désigné par le chef d'établissement ;
7. les directeurs d'écoles fondamentales annexées non repris sous 2. ;
8. un ou plusieurs membres désigné(s) par le chef d'établissement parmi :
 - les proviseurs ou sous-directeurs ou les proviseurs ou sous-directeurs chargés principalement du 1^e degré non visés sous 5. ;
 - l'éducateur-économiste ;
 - le secrétaire de direction ;
 - les chefs d'atelier non visés sous 6. ;
 - le coordonnateur du Centre d'éducation et de formation en alternance ;
9. un ou plusieurs membres désigné(s) par le chef d'établissement parmi le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social ou paramédical.

Le chef d'établissement désigne, pour chaque membre effectif, un membre suppléant, parmi les membres énumérés ci-dessus qui n'ont pas été désignés comme effectifs. Cependant, le suppléant du chef d'établissement est le proviseur ou sous-directeur ou, à défaut, un membre effectif désigné par lui. La personne qui remplace le chef d'établissement est elle-même remplacée par son propre suppléant.

Le membre qui remplace le membre effectif ou suppléant décédé ou qui a perdu la qualité pour laquelle il avait été désigné achève le mandat de son prédécesseur.

3.2. Les membres élus

Dans une catégorie déterminée, tous les électeurs disposent du même nombre de voix, que chacun accorde selon son choix, dans une liste unique de candidats. Les procédures d'élection prévues par le décret excluent toute fixation de quotas. Le vote est secret.

Dès à présent, le chef d'établissement doit prendre les dispositions nécessaires au respect des dispositions du décret relatives tant à l'élection des représentants des différents corps qu'à la consultation et à l'information des mandants. Il veillera en particulier à ce que les différentes catégories de membres du Conseil de participation disposent des locaux nécessaires à l'information des personnes concernées et à l'organisation des élections; il autorisera les photocopies nécessitées par la procédure et permettra l'utilisation (en particulier par les élèves) de panneaux d'affichage. Les modalités d'organisation de la vie de l'établissement nécessaires à l'installation et, par la suite, au bon fonctionnement du Conseil de participation seront discutées par le Conseil de participation et seront concrétisées dans le règlement d'ordre intérieur.

Lorsque pour une catégorie déterminée, le nombre de candidats ne dépasse pas le nombre de postes à pourvoir, les candidats sont élus d'office. Le fait qu'une catégorie déterminée ne présente pas de candidats, ou en présente moins que le nombre prévu, n'a d'incidence – au-delà bien entendu de leur absence - ni sur la composition du Conseil de participation, ni sur son fonctionnement.

3.2.1. Les représentants du personnel d'éducation

Les représentants du personnel d'éducation doivent obligatoirement prêter au moins un mi-temps dans l'établissement.

Les représentants sont élus en leur sein et au scrutin secret par l'ensemble des membres du personnel concerné nommés ou engagés à titre définitif ou désignés ou engagés à titre temporaire pour une année scolaire complète.

3.2.2. Les représentants des parents

Lorsqu'il existe au sein de l'établissement une association de parents membre de la Fédération des Associations de Parents de l'Enseignement Officiel (FAPEO), l'organisation de l'élection des représentants des parents est réglée par cette fédération.

Lorsqu'il n'existe pas au sein de l'établissement d'association de parents membre de la FAPEO, la réunion générale des parents est faite à l'initiative du chef d'établissement.

Dans l'un comme dans l'autre cas, l'assemblée générale des parents élit au scrutin secret ses représentants. La convocation et le procès-verbal de toute assemblée générale sont portés à la connaissance de l'ensemble des parents. Chaque parent

présent lors de l'assemblée générale peut participer au scrutin et se porter candidat sans autre condition.

Les représentants des parents ne peuvent être membres du personnel de l'établissement.

Le membre qui remplace le membre effectif ou suppléant décédé ou qui a perdu la qualité pour laquelle il avait été désigné achève le mandat de son prédécesseur.

3.2.3. Les représentants des élèves

Les représentants des élèves sont élus, de préférence en leur sein, après appel aux candidats,

- soit par l'ensemble des élèves de l'établissement,
- soit par l'ensemble des élèves du niveau secondaire de l'établissement,
- soit par l'ensemble des élèves des troisième et quatrième degrés de l'établissement.

Le choix entre ces trois modalités est de la compétence des membres de droit du Conseil de participation, des représentants du personnel d'éducation et des parents.

Lorsque l'établissement ne comporte que de l'enseignement fondamental, le chef d'établissement peut décider d'élargir le Conseil de participation à des représentants des élèves, soit de manière permanente, soit de manière occasionnelle : cet élargissement doit être proposé par deux tiers au moins des membres du Conseil de participation. Lors de la mise en place du Conseil, cette proposition ne peut être faite que lorsque les membres de droit et les membres élus représentant le personnel d'éducation, les parents et le personnel ouvrier et administratif ont été désignés.

Tout élève autorisé à voter est éligible. Le mandat ne peut entraîner ni préjudice ni privilège pour celui qui l'exerce.

3.2.4. Le représentant du personnel ouvrier et administratif

Le représentant du personnel ouvrier et administratif est élu par ses pairs au scrutin secret. Il doit obligatoirement prêter au moins un mi-temps dans l'établissement.

3.3. Les membres représentant l'environnement de l'établissement

Le président du Conseil de participation invite les membres de droit et les membres élus à lui envoyer des propositions d'organismes ou de personnes susceptibles d'y représenter l'environnement social, culturel et économique de l'établissement. Il fixe le délai dans lequel les propositions doivent lui être transmises.

Chaque proposition doit mentionner le nom de la personne proposée, le cas échéant l'organisme auquel elle appartient et sa raison sociale, et les fonctions qu'elle exerce, ainsi que le nom du ou des membres du Conseil de participation à l'origine de la proposition. Les propositions doivent être motivées.

A l'expiration du délai fixé, le président convoque une réunion des membres élus et des membres de droit. La convocation mentionne que la réunion sera consacrée à la cooptation des membres représentant l'environnement social, culturel et économique de l'établissement. Cette réunion a lieu au plus tôt le 10^e jour ouvrable qui suit l'envoi de la convocation.

Lors de cette réunion, le président communique l'ensemble des propositions qu'il a reçues aux membres présents. Le cas échéant, il complète ces propositions. Les membres présents désignent, parmi les personnes proposées, un nombre de représentants inférieur ou égal au nombre de membres élus dans chacune des catégories.

Le président informe les personnes de leur cooptation et recueille leur assentiment. A défaut, le président convoque une nouvelle réunion des membres de droit et des membres élus du Conseil de participation.

Le Conseil de participation peut cependant coopter d'emblée davantage de membres représentant l'environnement que le nombre souhaité, de façon à accélérer la procédure au cas où l'une ou l'autre des personnes pressenties ferait défaut.

Tout membre représentant l'environnement social, culturel et économique peut demander la désignation d'un suppléant qui le remplacera en cas d'absence. Ce suppléant est coopté conformément aux dispositions décrites dans les paragraphes précédents.

Tout membre représentant l'environnement social, culturel et économique qui décède, démissionne ou perd la qualité pour laquelle il avait été choisi, est remplacé conformément aux dispositions décrites dans les paragraphes précédents. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

3.4. D'éventuels membres cooptés avec voix consultative

Les modalités de cooptation de membres avec voix consultative sont du ressort de l'ensemble des autres membres du Conseil de participation.

3.5. Des suppléants

Chaque membre du Conseil de participation appartenant à une des catégories décrites aux paragraphes 3.2 et 3.3 peut se faire remplacer par un suppléant désigné ou élu, selon les mêmes modalités que le membre effectif.

4. La durée des mandats

Les membres élus représentant le personnel d'éducation et le personnel ouvrier et administratif, ainsi que les membres représentant l'environnement social, culturel et économique exercent un mandat renouvelable d'une durée de quatre ans.

Les membres élus représentant les parents et les élèves exercent un mandat renouvelable d'une durée de deux ans. Cette durée ne peut faire obstacle à l'élection d'élèves ou de parents d'élèves déjà inscrits en dernière année.

Tout membre qui ne remplit plus les conditions d'éligibilité est remplacé selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur du Conseil de participation.

5. Les modalités de fonctionnement

5.1. Un règlement d'ordre intérieur

En principe, chaque conseil de participation doit avoir déjà élaboré son règlement d'ordre intérieur et l'avoir transmis à l'administration. Si, toutefois, des modifications lui étaient apportées, il conviendrait de faire parvenir le règlement modifié au :

Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération
Wallonie-Bruxelles
A l'attention de Monsieur David MAIRE
City Center
boulevard du Jardin Botanique, 20-22
1000 Bruxelles

5.2. L'organisation des réunions

Le Conseil de participation se réunit au moins deux fois par an, sur convocation de son président. Il doit également être convoqué à la demande de la moitié de ses membres au moins, adressée au président.

Les représentants des différentes catégories de membres du Conseil de participation veillent à organiser des assemblées de leurs mandants afin de débattre des questions soulevées au Conseil de participation.

Les comptes rendus des réunions du Conseil de participation seront classés au secrétariat de l'établissement et pourront y être consultés par l'Inspection. L'Administration est également habilitée à en demander une copie.

5.3. Les procédures de décision

Le conseil de participation tend à rendre ses avis par consensus.

A défaut de consensus, il est nécessaire de procéder à un vote. Dans ce cas, l'avis est rendu à la majorité des deux tiers des membres présents, pour autant que la majorité soit aussi réunie à la fois :

- parmi les membres de droit présents
- et
- parmi les membres élus et les représentants de l'environnement présents.

Les abstentions n'interviennent pas dans le décompte des voix.

Lorsqu'il a été nécessaire de procéder à un vote, chaque catégorie de membres peut déposer une note de minorité.

6. Les étapes de la mise en place

Les modes de désignation prévus par le décret imposent de procéder par étapes.

Lorsque l'établissement ne comporte que de l'enseignement fondamental

1. Détermination par le chef d'établissement du nombre de membres élus (par catégorie) en ce qui concerne le personnel d'éducation et les parents.
Désignation des membres de droit.
Election des représentants du personnel d'éducation, des parents et du personnel ouvrier et administratif.
2. Proposition éventuelle par les membres de droit et les représentants du personnel d'éducation, des parents et du personnel ouvrier et administratif d'élargir le Conseil à des représentants des élèves.
Décision du chef d'établissement à ce sujet.
3. Election éventuelle des représentants des élèves.
4. Cooptation des membres représentant l'environnement social, économique et culturel de l'établissement.
5. Cooptation éventuelle de membres avec voix consultative.

Remarque : l'élargissement du Conseil de participation aux élèves peut également intervenir ultérieurement, si deux tiers des membres du Conseil alors complètement constitué le souhaitent et que le chef d'établissement marque son accord.

Dans les autres cas

1. Détermination par le chef d'établissement du nombre de membres élus (par catégorie) en ce qui concerne le personnel d'éducation, les parents et les élèves.
Désignation des membres de droit.
Election des représentants du personnel d'éducation, des parents et du personnel ouvrier et administratif.
2. Décision des membres déjà désignés quant aux catégories d'élèves qui seront représentées.
3. Election des représentants des élèves.
4. Cooptation des membres représentant l'environnement social, économique et culturel de l'établissement.
5. Cooptation éventuelle de membres avec voix consultative.

7. Transmission du formulaire de Composition.

Vous trouverez ci-joint un formulaire que vous voudrez bien compléter avec les nouveaux représentants au sein du Conseil de Participation et renvoyer au :

Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-
Bruxelles
Service des Relations avec les Etablissements
A l'attention de Madame Christel VANHELLEPUTTE
City Center
boulevard du Jardin Botanique, 20-22
1000 Bruxelles

ou à l'adresse électronique suivante : christel.vanhelleputte@cfwb.be

Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-bruxelles
 Service des Relations avec les Etablissements
 A l'attention de Christel VANHELLEPUTTE
 City Center
 boulevard du Jardin Botanique, 20-22
 1000 Bruxelles

Composition du Conseil de participation. Enseignement organisé par la Communauté française

Nom de l'établissement :

Adresse :

Téléphone / fax :

Chef d'établissement:.....

Nombre de membres choisi pour représenter chacune des catégories des membres élus :

MEMBRES DE DROIT

<u>Effectifs</u>	Nom et prénom	Fonction
1.	Chef d'établissement
2.
3.
4.
5.
6.

<u>Suppléants</u>	Nom et prénom	
1.
2.
3.
4.
5.
6.

REPRESENTANTS DU PERSONNEL D'EDUCATION¹

<u>Effectifs</u>	Nom et prénom	Fonction
1.
2.
3.
4.
5.
6.

<u>Suppléants</u>	Nom et prénom	
1.
2.
3.
4.
5.
6.

Le nombre de représentants effectifs du personnel d'éducation, des élèves et des parents doit être identique. Si, par défaut de candidats, il devait être inférieur pour l'une d'elles, il convient de le préciser.

¹ Représentants du personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical

REPRESENTANTS DU PERSONNEL OUVRIER ET ADMINISTRATIF

<u>Effectifs</u>	Nom et prénom	Fonction
1.

<u>Suppléants</u>	Nom et prénom	
1.

REPRESENTANTS DES ELEVES

<u>Effectifs</u>	Nom et prénom	Classe
1.
2.
3.
4.
5.
6.

<u>Suppléants</u>	Nom et prénom	
1.
2.
3.
4.
5.
6.

REPRESENTANTS DES PARENTS²

<u>Effectifs</u>	Nom et prénom	Classe(s) fréquentée(s) par leur(s) enfant(s)
1.
2.
3.
4.
5.
6.

<u>Suppléants</u>	Nom et prénom	
1.
2.
3.
4.
5.
6.

REPRESENTANTS DE L'ENVIRONNEMENT SOCIAL, CULTUREL ET ECONOMIQUE³

<u>Effectifs</u>	Nom et prénom	Organisme	Fonction
1.
2.
3.
4.
5.
6.

<u>Suppléants</u>	Nom et prénom		
1.
2.
3.
4.
5.
6.

² Représentants des parents ou des personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire

³ Sauf cas exceptionnel, qui serait soumis à l'autorisation du ministre, le nombre de représentants de l'environnement social, culturel et économique ne peut être inférieur à trois. Voir point 2.5. de la circulaire

MEMBRES COOPTES EVENTUELS

	Nom et prénom	Organisme	Fonction
1.
2.
3.
4.
5.
6.